

Questions orales

LA BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE

LA RÉDUCTION DES CRÉDITS—L'INCIDENCE SUR L'OCTROI DE PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Finances? Le ministre a déclaré dans le budget que l'on réduirait de 135 millions de dollars les fonds destinés à ranimer la Banque d'expansion industrielle et l'on rapporte que les prêts de la Banque aux petites entreprises ont diminué d'environ 27 p. 100 au cours des six mois se terminant en mars dernier. La déclaration du ministre reflète-t-elle une nouvelle diminution des prêts de la Banque aux petites entreprises ou simplement le fait que l'aide de la Banque aux petites entreprises accuse déjà une baisse alarmante?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'aurai du mal à répondre à la question dans le peu de temps dont je dispose. En un mot, la réduction reflète une certaine restriction de l'expansion de cet établissement au cours de la prochaine année fiscale.

* * *

RADIO-CANADA

LE PRÊT DE FILMS ÉDUCATIFS AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Depuis quatre ans, les commissions scolaires, les associations de commissaires d'écoles, les associations d'enseignants et les universités partout au Canada demandent sans cesse à Radio-Canada des films de nature éducative qui puissent être projetés dans les écoles canadiennes. Le ministre et Radio-Canada ont donné à tous ces organismes les pires réponses de Normand jamais vues. Le ministre aurait-il donc l'obligeance de convoquer immédiatement une rencontre avec ces organismes et de mettre au point un programme qui permette aux écoles et aux universités canadiennes d'emprunter de Radio-Canada des films de nature éducative?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, le député sait sans doute qu'il s'agit d'une question qui regarde la société elle-même. En dépit du ton plutôt immodéré de sa question, je tiens à être aussi serviable que possible. Je crois qu'une décision de principe a déjà été prise, et que la prochaine étape consiste à instaurer un réseau de distribution. Tout devrait être fait l'automne prochain.

M. McKenzie: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'ai fait inscrire le bill C-291 au *Feuilleton*. Il s'agit d'un projet de loi visant à modifier la loi sur la radiodiffusion afin de permettre que les films éducatifs de Radio-Canada soient projetés dans les écoles canadiennes.

[M. MacEachen.]

Le ministre pourrait-il user de son influence afin de faire renvoyer le bill au comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, de sorte que les problèmes d'ordre juridique et technique puisse être résolu?

M. l'Orateur: A l'ordre. Passons à la présentation des rapports de comités permanents ou spéciaux.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

M. Jelinek: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Mercredi dernier, le 9 juillet, j'ai posé une question au ministre du Travail. La présidence n'a pas permis au ministre d'y répondre mais Votre Honneur a dit qu'elle examinerait la question et se prononcerait. Je me demande si la décision a été prise. Par ailleurs, aujourd'hui même, j'ai posé une question au ministre des Transports, dans laquelle je lui demandais d'expliquer une déclaration de portée générale qu'il a faite vendredi dernier, et de nouveau la présidence n'a pas permis au ministre d'y répondre. Puis-je savoir quelle sera la décision de la présidence, monsieur l'Orateur?

M. l'Orateur: Pour ce qui est de la première question, je serai en mesure de fournir des précisions dès demain. Par la question qu'il a voulu poser, le député demandait au ministre de définir le sens donné à «opinion majoritaire» et de préciser quand elle serait prête. C'était sans contredire une question hypothétique à l'extrême.

* * *

● (1500)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DÉPÔT DE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE AU SUJET DE LA COLLABORATION EN MATIÈRE D'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je voudrais déposer dans les deux langues officielles les notes échangées entre le gouvernement du Canada et celui de la république d'Argentine constituant un accord concernant la collaboration nucléaire en date des 10 et 12 septembre 1974.

* * *

LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

MESURE MODIFICATIVE PRÉVOYANT LA NOMINATION DE PRÉSIDENTS SUPPLÉANTS ET D'AUTRES MEMBRES DE LA COMMISSION

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé) demande à présenter le bill C-70, tendant à modifier la loi sur les relations de travail dans la Fonction publique.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)